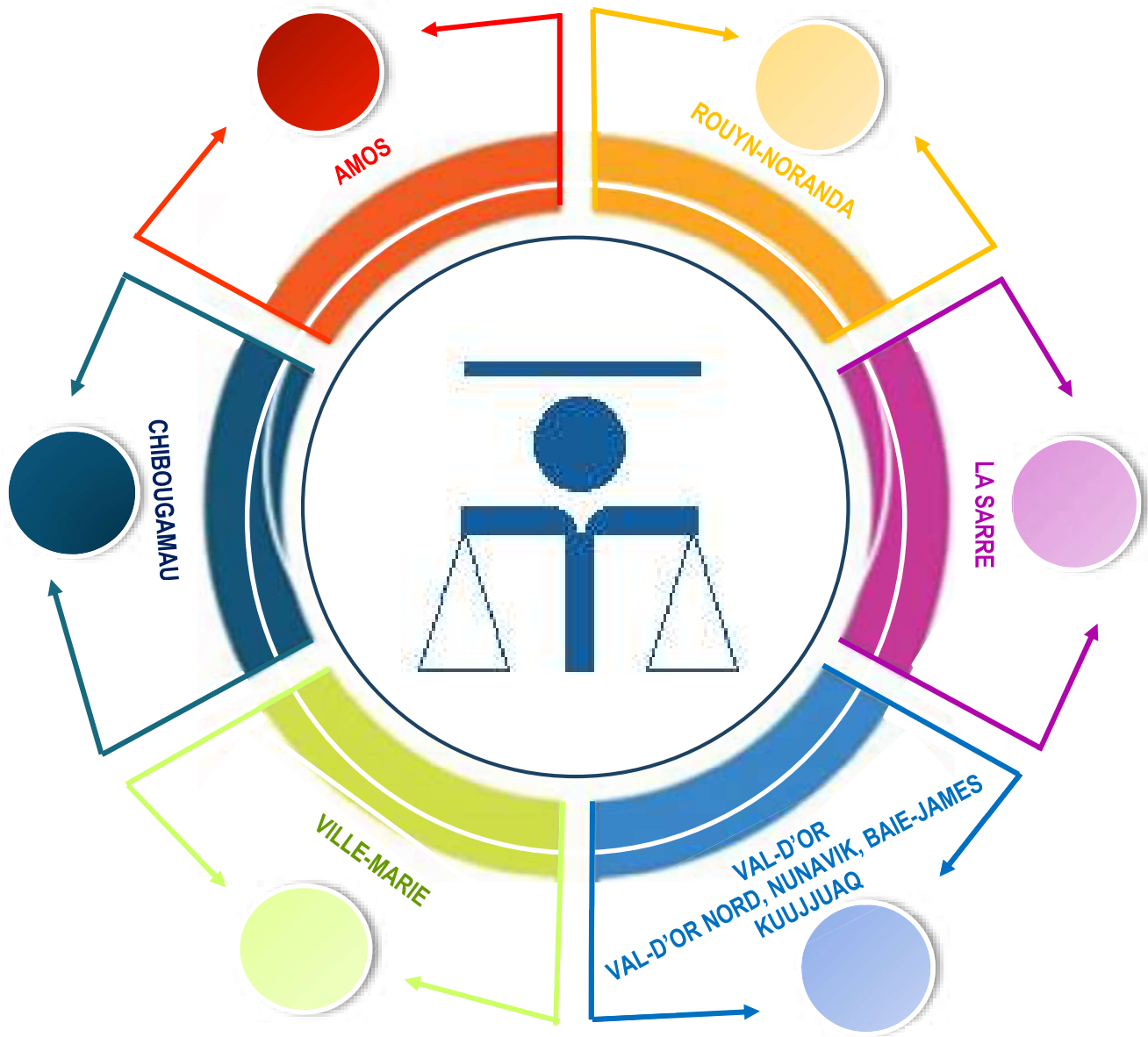


# CENTRE COMMUNAUTAIRE JURIDIQUE DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE



52<sup>e</sup> RAPPORT ANNUEL  
2024-2025

# Table des matières

MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE	III
MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE	IV
<b>1. L'ORGANISATION</b>	
1.1 L'organisation en bref	1
· Mission du territoire	1
· Contexte de l'organisation	1
· Organigramme au 31 mars 2025	3
· Membres du conseil d'administration	4
· Contexte démographique	5
· Cour itinérante	9
1.2 Les faits saillants	13
· Développement du droit familial au Nunavik	13
· Partenariat	13
· Développement du droit carcéral	13
· Transformation numérique	13
· Formation du personnel	14
· Reconnaissance du Barreau de l'Abitibi-Témiscamingue et du Barreau du Québec	14
· Implication auprès du Barreau de l'Abitibi-Témiscamingue	14
· Relations de travail	14
<b>2. LES RÉSULTATS</b>	
2.1 Orientations et objectifs 2024-2025	15
· Résultats relatifs aux objectifs 2024-2025	15
2.2 Orientations et objectifs 2025-2026	16
· Enjeu 1 : Accès à la justice	16
· Enjeu 2 : Capital humain	16
· Enjeu 3 : Transformation numérique	17
<b>3. ANNEXES</b>	
3.1 Données statistiques	18
3.2 Traitement des plaintes	19
3.3 Protection des renseignements personnels	20
3.4 Organismes partenaires 2024-2025	20

# MESSAGE DE LA DIRECTRICE GÉNÉRALE

---



C'est avec une grande satisfaction que je vous présente notre rapport annuel de gestion pour le Centre communautaire juridique de l'Abitibi-Témiscamingue. Cette année a été marquée par des défis significatifs qui ont nécessité une adaptation et une réévaluation de nos stratégies pour continuer à offrir des services juridiques de qualité à la population admissible à nos services.

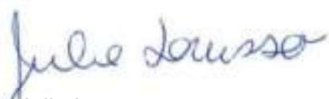
L'un des principaux enjeux que nous avons rencontrés cette année a été la nécessité d'appliquer une stricte rigueur budgétaire. Face à des contraintes financières croissantes, nous avons dû repenser nos priorités afin d'assurer la pérennité de nos services. Cette démarche nous a permis de renforcer notre approche en matière de gestion des ressources, tout en maintenant notre engagement envers les bénéficiaires de notre centre.

Un autre défi fut la difficulté de recrutement de la main-d'œuvre. Compte tenu du contexte du marché du travail de notre région, il est difficile de recruter des personnes qualifiées pour notre équipe. Le marché du travail concurrentiel a entravé nos efforts pour attirer de nouveaux membres au sein de notre organisation. Nous avons intensifié nos initiatives de recrutement et de formation pour garantir une main-d'œuvre compétente et engagée. Ces efforts ont mis en lumière la nécessité de développer des initiatives pour la rétention et la formation de nos employés afin de garantir la continuité de nos services.

Malgré ces défis, je tiens à souligner les efforts collectifs de nos employés et des membres du Conseil d'administration qui ont été déployés pour surmonter ces obstacles. Grâce à votre soutien et à votre engagement, nous avons pu continuer à servir notre communauté de manière efficace.

Je vous invite à prendre connaissance des détails de notre rapport qui présente une vue d'ensemble des activités de l'année écoulée, ainsi que nos objectifs pour l'avenir.

Merci à tous pour votre participation active et votre dévouement envers la mission du Centre communautaire juridique de l'Abitibi-Témiscamingue.

  
Julie Lorusso  
Directrice générale

# MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

---



Au cours de l'année écoulée, j'ai eu l'honneur de présider le Centre communautaire juridique de l'Abitibi-Témiscamingue pour la première fois.

Je tiens à exprimer ma profonde gratitude à Mme Nancy Burrows pour ses huit années de dévouement et de travail acharné. Merci infiniment, Nancy.

Ma mission pour les années à venir est de poursuivre son œuvre, en collaboration avec les membres du conseil d'administration.

La qualité du service rendu et l'accessibilité à une justice de qualité pour tous constituent mes priorités absolues.

Je suis particulièrement fière du travail accompli par M<sup>e</sup> Julie Lorusso et son équipe. Nous avons la satisfaction d'offrir un service accessible et de haute qualité aux usagers de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec.

A handwritten signature in blue ink that reads "Kathy C." with a stylized flourish.

Kathy Tremblay  
Présidente du conseil d'administration du CCJAT

# 1. L'ORGANISATION

---

## 1.1 L'organisation en bref

### Mission et territoire

Le Centre communautaire juridique de l'Abitibi-Témiscamingue a été institué par la Commission des services juridiques pour desservir les territoires de l'Abitibi, du Témiscamingue et du Nunavik et de la Baie-James ainsi que le secteur de Chibougamau et des communautés autochtones avoisinantes conformément à la *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques*.

Sa mission est d'assurer l'accès à la justice aux personnes financièrement admissibles qui résident sur son territoire. Le Centre a pour fonction principale de faire valoir les droits des justiciables dans la mesure prévue par la *Loi sur l'aide juridique et la prestation de certains autres services juridiques*.

Le Centre est administré par un conseil d'administration dont les membres sont nommés par la Commission des services juridiques. Les décisions du conseil et du comité administratif sont mises à exécution par la direction générale qui, en plus des fonctions qui lui sont spécialement attribuées par la Loi, a la direction générale des affaires du Centre et la direction et la surveillance du personnel. C'est à la direction générale et à ses délégués que la *Loi sur l'aide juridique et sur la prestation de certains autres services juridiques* a donné exclusivement le pouvoir d'administrer l'octroi de l'aide juridique.

### Contexte de l'organisation

Le Centre communautaire juridique de l'Abitibi-Témiscamingue couvre les régions administratives de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec. Le Centre dessert les districts judiciaires d'Abitibi, de Rouyn-Noranda et du Témiscamingue. Le CCJAT couvre le plus grand territoire parmi les onze (11) centres communautaires juridiques au Québec.

Pour assurer les services à sa clientèle, neuf (9) bureaux permanents ont été établis et sont répartis à Amos, Rouyn-Noranda, Ville-Marie, Val-d'Or, Val-d'Or Nord, La Sarre, Chibougamau, Kuujuaq et le Bureau des Services d'enquête sur remise en liberté. Ce neuvième bureau a vu le jour le 4 avril 2022 à Val-d'Or et sa vocation est d'assurer une représentation rapide des justiciables du Nunavik au stade de l'enquête sur remise en liberté.

Répartition de la demande d'aide juridique pour l'Abitibi-Témiscamingue entre le 1<sup>er</sup> avril 2024 et le 31 mars 2025

NOM DU BUREAU	DEMANDES TRAITÉES PAR BUREAU	DEMANDES ADMISES PAR BUREAU
AMOS	1000	885
ROUYN-NORANDA	1357	1065
VILLE-MARIE	612	550
VAL-D'OR	2873	2388
LA SARRE	638	535
<b>TOTAL :</b>	<b>6480</b>	<b>5423</b>

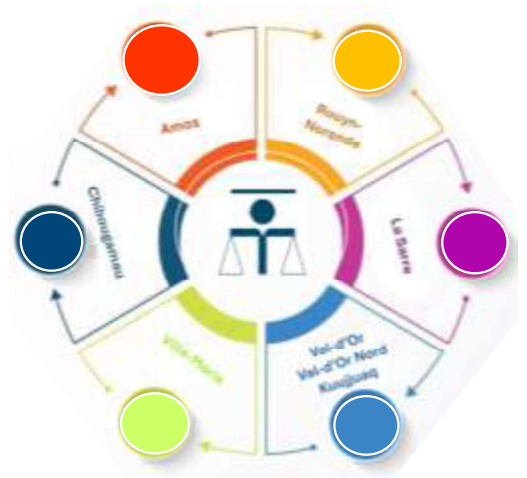
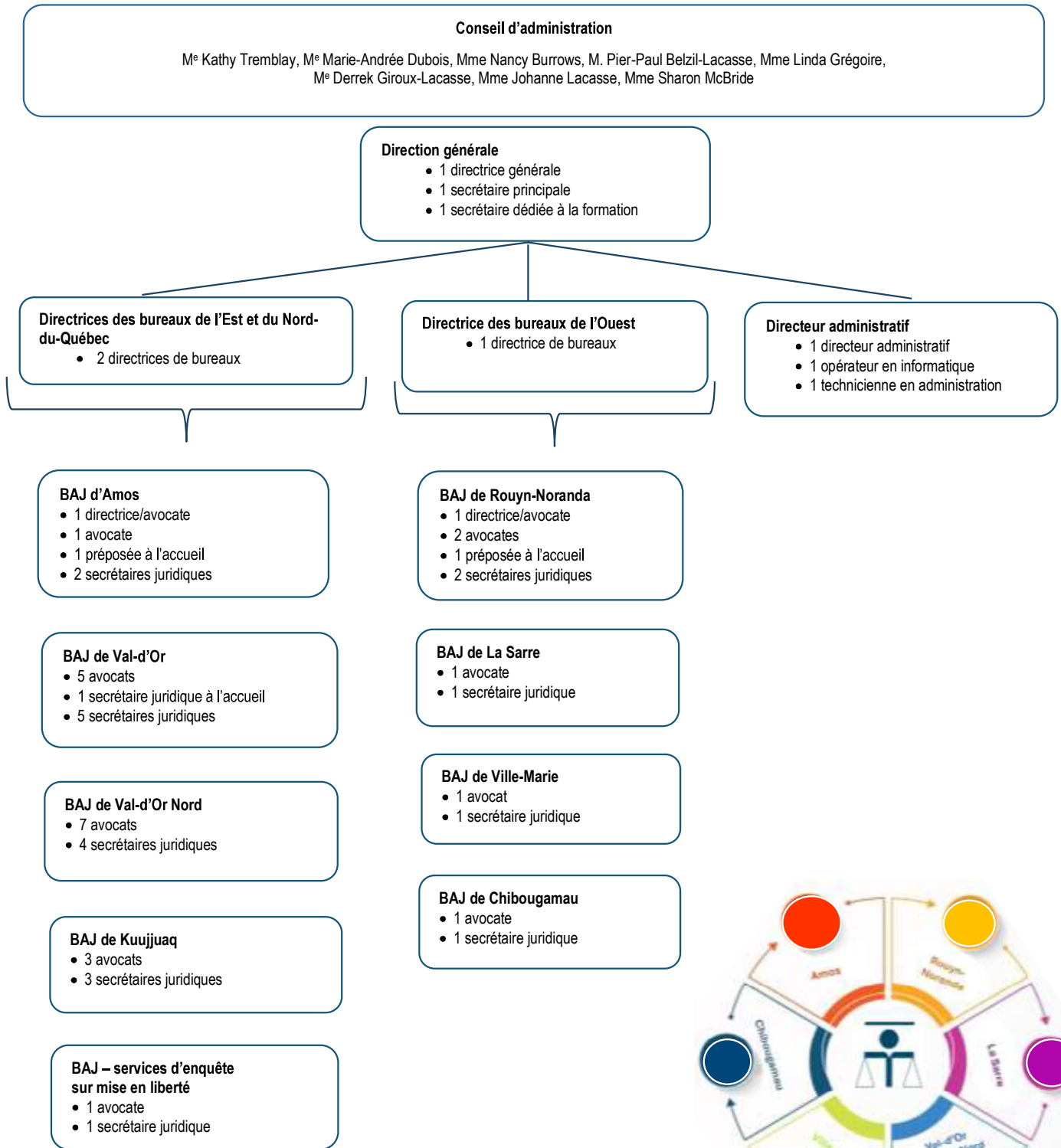
Répartition de la demande d'aide juridique pour la Cour itinérante / Nord-du-Québec entre le 1<sup>er</sup> avril 2024 et le 31 mars 2025

NOM DU BUREAU	DEMANDES TRAITÉES PAR BUREAU	DEMANDES ADMISES PAR BUREAU
BAIE-D'HUDSON	2809	2444
BAIE-D'UNGAVA	1825	1645
BAIE-JAMES (CIRCUIT INTÉRIEUR)	1188	1112
BAIE-JAMES	763	722
CHIBOUGAMAU	327	291
SEMEL	92	87
<b>TOTAL :</b>	<b>7004</b>	<b>6301</b>

Le Centre offre les services d'un avocat à Senneterre lorsque la Cour du Québec, chambre criminelle y siège. Le centre dessert également à partir du bureau de Val-d'Or Nord les communautés autochtones implantées sur le territoire d'Eeyou Istchee et du Nunavik, principalement en participant aux activités de la Cour itinérante.

Au 31 mars 2025, les effectifs alloués sont de 25 avocats, ce qui inclut la directrice générale et les trois directrices de bureaux et de 27 employés de soutien pour un total de 52 employés. Compte tenu des postes qui sont restés vacants et des absences, les effectifs réellement déployés du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 mars 2025, sont de 21.14 avocats et 25.26 membres du personnel de soutien. Sont inclus dans cette équipe, une personne à la direction générale, trois directrices de bureaux et un directeur administratif. L'équipe de gestion est composée de la directrice générale, de trois directrices de bureaux et d'un directeur des services financiers.

## Organigramme du Centre communautaire juridique de l'Abitibi-Témiscamingue 31 mars 2025



Membres du conseil d'administration au 31 mars 2025



Kathy Tremblay  
Présidente C.A / C.E



Marie-Andrée Dubois  
Vice-présidente C.A / C.E



Nancy Burrows  
C.A. / C.E



Pier-Paul Belzil-Lacasse  
C.A / C.E



Linda Grégoire  
C.A



Derrek Giroux-Lacasse  
C.A



Johanne Lacasse  
C.A



Sharon McBride  
C.A

# Contexte démographique

## Abitibi-Témiscamingue

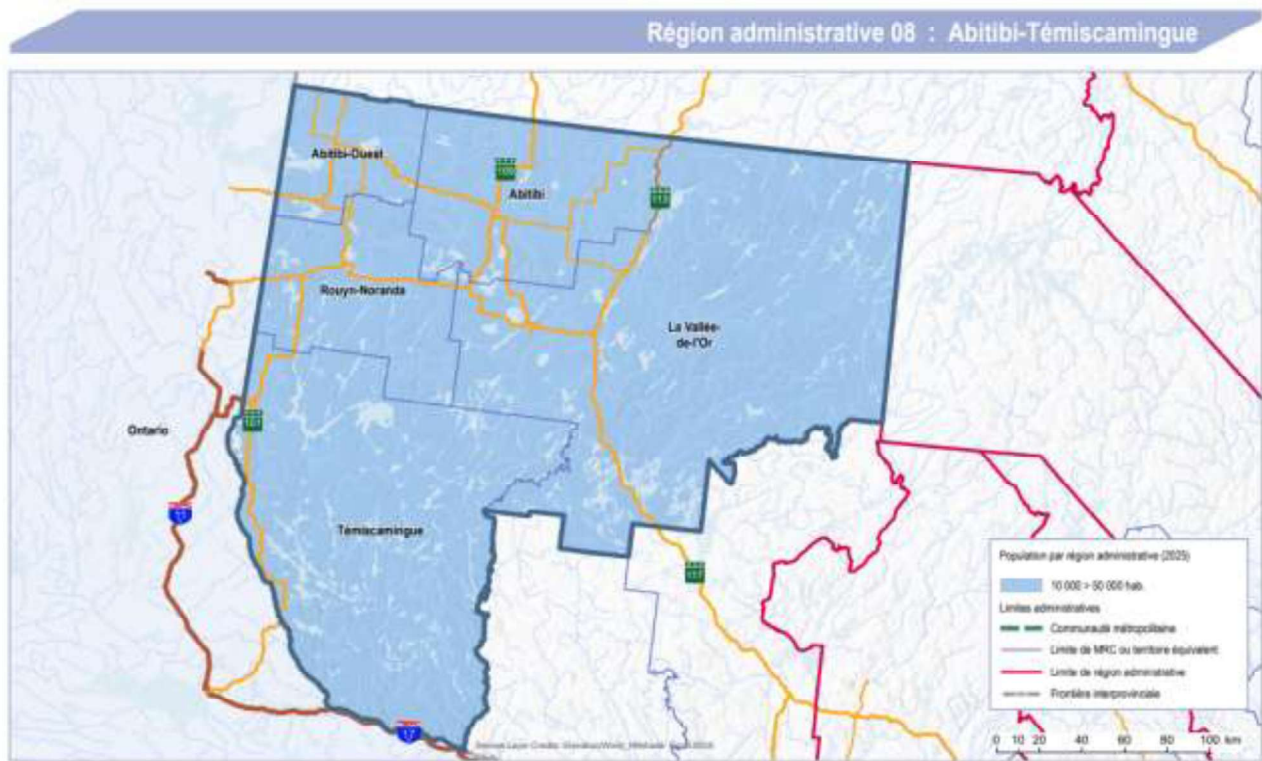
### Évolution démographique et perspectives

	2021-2026	2026-2031	2031-2036	2036-2041
<b>Abitibi-Témiscamingue</b>	0.6 %	-0.6 %	-0.6 %	-0.6 %
<b>Ensemble du Québec</b>	5.6 %	2.1 %	2.2 %	1.9 %

Dernière mise à jour : 7 avril 2025

Source : Institut de la statistique du Québec

Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Énergie



Code	MRC ou agglomération	Population (2025)	Superficie Terrestre (km <sup>2</sup> )
880	Abitibi	11 302	7 085,1
870	Abitibi-Ouest	20 386	3 311,7
890	La Vallée-de-l'Or	44 391	24 108,0
86042	Rouyn-Noranda	43 229	5 962,1
850	Témiscamingue	16 631	16 329,3
<b>Total :</b>		<b>135 939</b>	<b>56 796,2</b>
Communauté autochtone <sup>1</sup>		<b>3412</b>	<b>29,1</b>

<sup>1</sup> non visé par le décret de population

En cas de disparité entre les informations apparaissant sur cette carte et celles contenues dans le *Répertoire des municipalités*, ces dernières prévalent.

Direction de la transformation numérique, de la géomatique et de la bureautique, mars 2025  
Gouvernement du Québec

Sources : Décret de population 1792-2024  
Superficies compilées, janvier 2025  
Découpages administratifs MRNF : janvier 2025



Le total de 135 939 habitants exclut la population autochtone du territoire évaluée à 8992 habitants.

## Nord-du-Québec

Située au nord du 49<sup>e</sup> parallèle, entièrement sur le Bouclier canadien, la région couvre un peu plus de la moitié de la superficie totale du Québec. Elle longe, à l'ouest, les baies James et d'Hudson, jusqu'à la pointe de la péninsule d'Ungava. Au nord, elle est bordée par l'océan Arctique et à l'est, par le Labrador et la région de la Côte-Nord. Sa limite méridionale voisine avec les régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue.

Sa population est estimée à 47 083 habitants en 2024 pour une superficie totale de 707 112 km<sup>2</sup>, selon le *Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie*.

Il est à noter que la croissance prévue se concentrera dans les territoires d'Eeyou Istchee et de l'administration régionale Kativik, ce qui représente les territoires que nous desservons.

Parmi les régions ressources, le Nord-du-Québec est la seule qui devrait connaître une augmentation de sa population.

### Évolution démographique et perspectives

	2021-2026	2026-2031	2031-2036	2036-2041
<b>Nord-du-Québec</b>	3,0 %	2,8 %	2,8 %	2,6 %
<b>Ensemble du Québec</b>	5,6 %	2,1 %	2,2 %	1,9 %

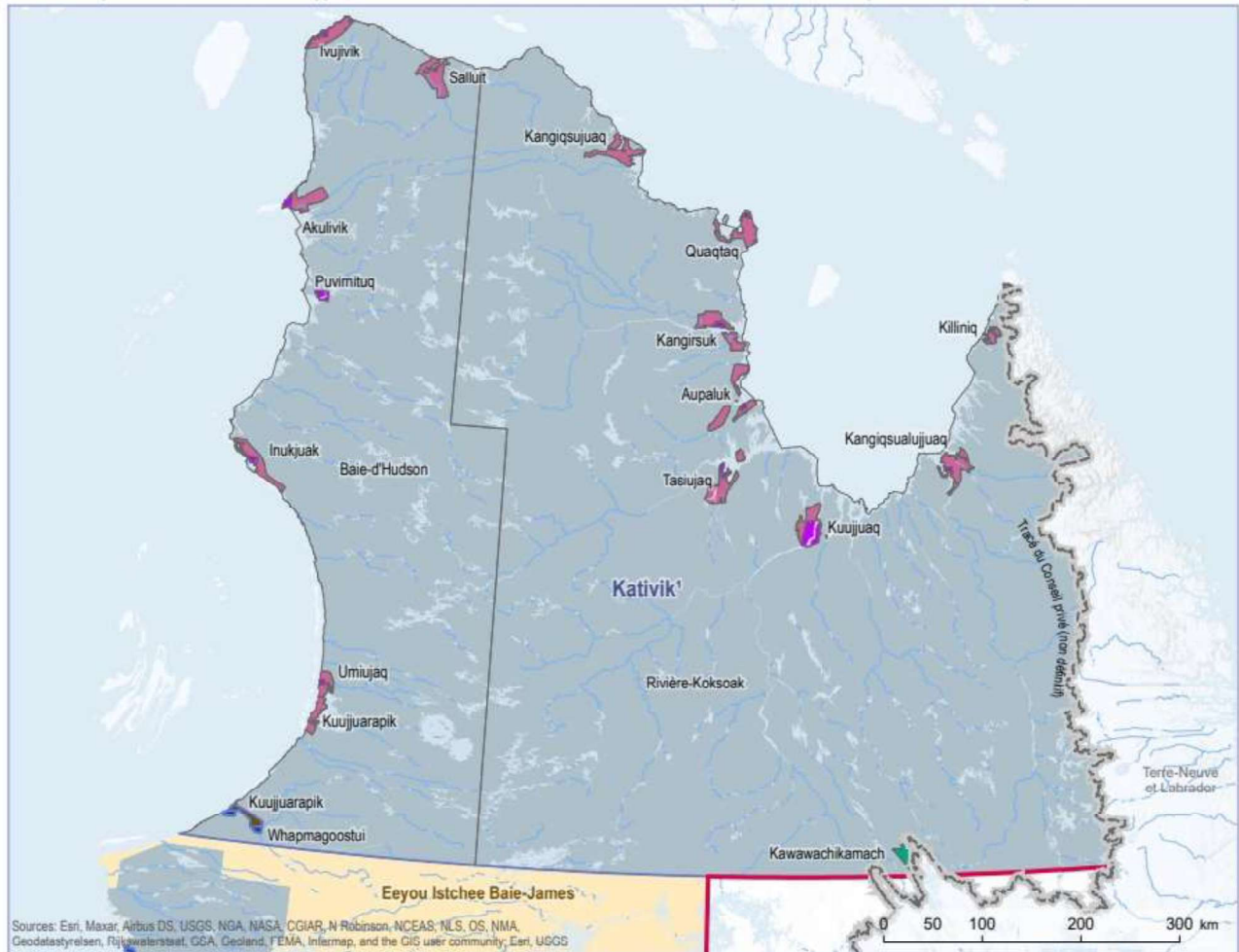
Dernière mise à jour : 26 novembre 2024  
Source : Institut de la statistique du Québec

Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Énergie





# Administration régionale Kativik



Sources: Esri, Maxar, Airbus DS, USGS, NOAA, NASA, CGIAR, N Robinson, NCEAS, NLS, OS, NMA, Geodastylelsen, Rijkswaterstaat, GGA, Geoland, FEMA, Infarmap, and the GIS user community, Esri, USGS

- Territoire non-organisé (TNO)
- Village cri
- Village nordique
- Communauté naskapi
- Terre réservée inuite
- Terre réservée crie
- Eeyou Istchee Baie-James<sup>1</sup>

### Limites administratives

- Limite de MRC ou territoire équivalent
- Limite de région administrative
- Frontière Terre-Neuve-et-Labrador (tracé 1927, non définitif)



Direction de la transformation numérique,  
de la géomatique et de la bureautique, mars 2025  
© Gouvernement du Québec

Source: Décret de population 1792-2024  
Superficies compilées, janvier 2025  
Découpages administratifs MRNF, janvier 2025

<sup>1</sup> Kativik est le nom  
du territoire sur lequel s'exerce l'autorité  
de l'Administration régionale Kativik

Affaires municipales  
et Habitation  
**Québec**

## Cour itinérante

Notre centre détient une expertise incomparable en lien avec les services offerts aux communautés inuites de la Baie-d'Hudson, de la Baie-d'Ungava et aux communautés crie et de la Baie-James. Notre centre participe aux activités de la Cour itinérante depuis sa création et continue année après année d'accroître ses services offerts aux populations du Nord-du-Québec.

Lorsque nos avocats se déplacent au Nunavik et à la Baie-James pour la cour, ils y passent la semaine complète. Les termes de cour sont en augmentation. L'année dernière, le nombre de semaines de cour était de 99 alors qu'il a été de 109 cette année. La desserte de la cour itinérante prend de l'ampleur d'années en années de sorte que nous sommes passés de 3 avocats pour desservir la cour itinérante en 2008 à 10 avocats en 2025.

### Cris



Toponyme	Nom de la communauté	Résidents	Non-résidents	Total
Chisasibi	La Nation Crie de Chisasibi	4509	304	<b>4813</b>
Eastmain	La Nation Crie d'Eastmain	851	118	<b>969</b>
Mistissini	La Nation Crie de Mistissini	3835	398	<b>4233</b>
Nemiscau	La Nation Crie de Nemaska	768	78	<b>846</b>
Oujé-Bougoumou	Oujé-Bougoumou Cree Nation	803	138	<b>941</b>
Waskaganish	Les Cris de la Première Nation de Waskaganish	2278	611	<b>2889</b>
Waswanipi	Waswanipi	1702	645	<b>2347</b>
Wemindji	La Nation Crie de Wemindji	1458	196	<b>1654</b>
Whapmagoostui	La Première Nation de Whapmagoostui	910	118	<b>1028</b>
<b>TOTAL :</b>		<b>17 114</b>	<b>2606</b>	<b>19 720</b>

### Inuit

Toponyme	Résidents	Non-résidents	Total
Akulivik	670	47	<b>717</b>
Aupaluk	211	14	<b>225</b>
Chisasibi	75	17	<b>92</b>
Inukjuak	1846	138	<b>1984</b>
Ivujivik	410	40	<b>450</b>
Kangiqsualujuaq	925	68	<b>993</b>
Kangiqsujuaq	844	38	<b>882</b>
Kangirsuk	540	83	<b>623</b>
Kuujuuaq	2066	216	<b>2282</b>
Kuujuarapik	679	104	<b>783</b>
Puvirrituq	1727	163	<b>1890</b>
Quaqtaq	420	45	<b>465</b>
Salluit	1594	117	<b>1711</b>
Tasiujaq	386	18	<b>404</b>
Umiujaq	505	27	<b>532</b>
<b>TOTAL :</b>	<b>12 898</b>	<b>1135</b>	<b>14 033</b>



Les Inuit sont enregistrés à titre de bénéficiaires de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. C'est ainsi qu'est déterminé le nombre de résidents et de non-résidents pour chacune des municipalités. Référence : Ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec, 31 décembre 2023

	NOMBRE DE VOYAGES À LA COUR ITINÉRANTE	PROTECTION DE LA JEUNESSE	CRIMINEL
BAIE-D'UNGAVA	36	11	25
BAIE-D'HUDSON	49	14	35
BAIE-JAMES	14	9	5
BAIE-JAMES (circuit intérieur)	10	3	7
<b>TOTAL :</b>	<b>109</b>	<b>37</b>	<b>72</b>

Nous œuvrons dans tous les termes de cour en droit criminel et en protection de la jeunesse du calendrier judiciaire. De plus, nous avons mis sur pied un projet pour développer la dispense de services juridiques en droit civil et familial pour tout le territoire du Nunavik.

La façon de desservir les communautés par nos avocats a été repensée dans le but d'augmenter notre présence au Nunavik. Les avocats y voyagent dorénavant régulièrement en marge des termes de cour afin d'y rencontrer leurs clients et pour donner des séances d'informations juridiques.

### Cliniques juridiques Nunavik

<b>Kuujuuaq</b>	Supervised House	Présentation en droit criminel.
<b>Puvirnituaq</b>	Conférence école secondaire  Activités journée LSJPA / sanctions extrajudiciaires	12 avril 2024 : Présentation du système de justice dans le cadre de la semaine de prévention du suicide.  13 avril 2024 : Activités hivernales avec les adolescents de l'école secondaire.
<b>Salluit</b>	Présentation sur le droit criminel	15 avril 2024 : Palais de justice de Salluit.  17 février 2025 : Palais de justice de Salluit.
<b>Kuujuuarapik</b>	Présentation sur le droit criminel	26 avril 2024 : Palais de justice de Kuujuuarapik.  22 novembre 2024 : Palais de justice de Kuujuuarapik.

Le travail de l'avocat à la cour itinérante nécessite un grand engagement envers les communautés Inuites. L'avocat compose avec des enjeux de distance, de manque de moyens technologiques, de barrière de la langue, d'infrastructures limitées et de différences culturelles. Pratiquer à la cour itinérante exige des habiletés particulières compte tenu des enjeux et conditions de pratique.

Pour réussir à donner des services de qualité à nos clients du Nunavik, nous avons engagé des avocats qui œuvrent en télétravail lorsqu'ils ne sont pas dans le Nord. Cela a augmenté notre bassin de candidatures et a assuré la dispense de services de qualité. Le nombre d'avocats à recruter devenait trop important pour notre bassin régional.

Nous avons eu à repenser complètement la façon d'orchestrer le travail maintenant rendu à distance pour certains membres de notre équipe. C'est en contexte de pénurie importante de main-d'œuvre que nous avons eu à prendre ce virage.

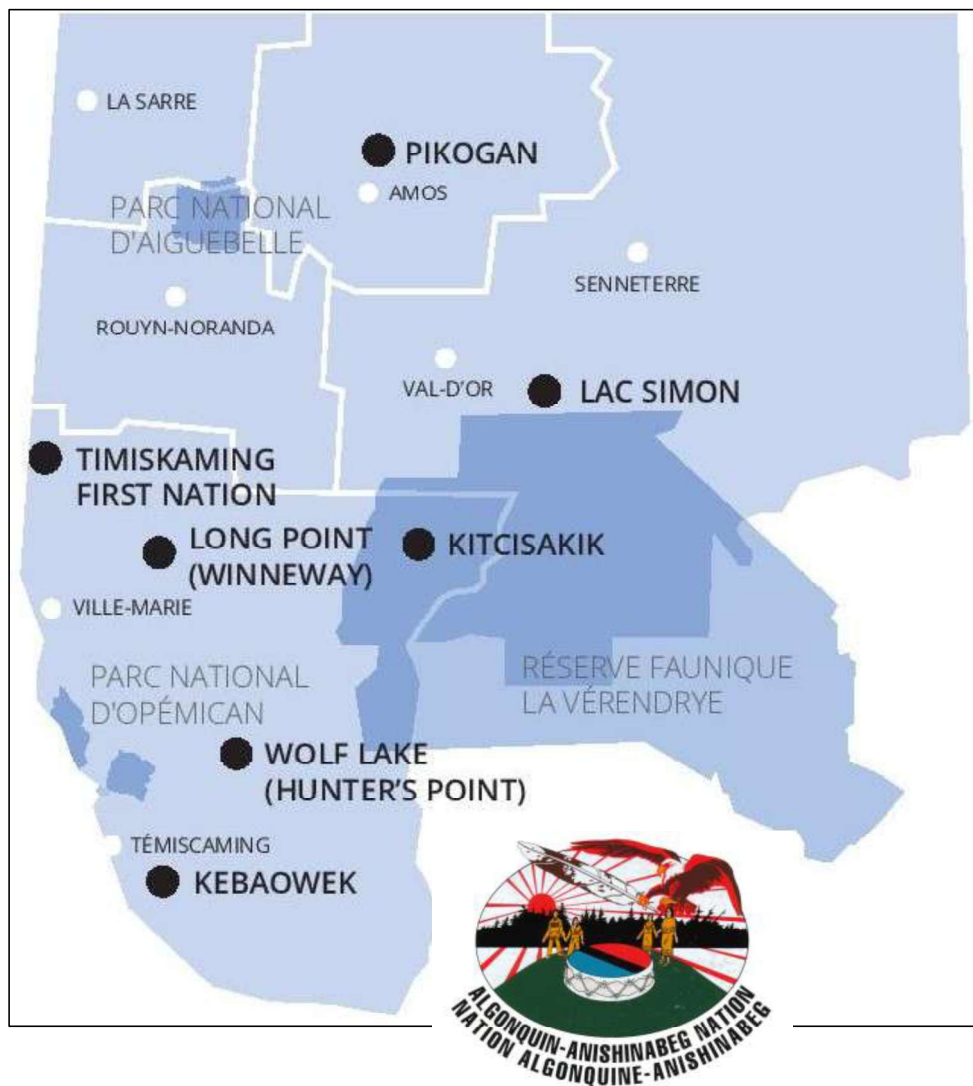
Il nous a été possible de repenser la façon de rendre les services, puisque les clients du Nunavik ne se trouvent pas sur le territoire de l'Abitibi-Témiscamingue. Que l'avocat soit dans notre région ou à l'extérieur, la clientèle n'en subit aucun impact négatif.

Afin de participer à l'amélioration de la justice dans le Nord, la directrice générale participe aux comités suivants :

- ➔ Forum sociojudiciaire autochtone ;
- ➔ Comité de travail Justice dans le Nord ;
- ➔ Sous-comité en droit de la jeunesse au Nunavik ;
- ➔ Comité sur la formation des intervenants sociojudiciaires œuvrant au Nunavik ;
- ➔ Comité Nitsiq ;
- ➔ Comité Aiseur probation au Nunavik ;
- ➔ Comité Nunavik du Barreau.



## Clientèle autochtone du territoire de l'Abitibi-Témiscamingue



Notre centre dessert plusieurs communautés autochtones afin de donner un service de proximité et nos avocats se déplacent dans les communautés de Kitcisakik, Lac-Simon et First Nation à intervalles réguliers afin de rencontrer leurs clients. Cela évite aux clients de se déplacer et augmente la confiance envers la justice.

### Algonquins

Toponyme	Nom de la communauté	Résidents	Non-résidents	Total
Kebaowek	Kebaowek First Nation	288	913	1201
Kitcisakik	Communauté anicinape de Kitcisakik	401	153	554
Lac-Simon	La Nation Anishnabe du Lac-Simon	1826	491	2317
Pikogan	Conseil de la Première Nation Abitibiwinni	587	514	1101
Timiskaming	Timiskaming First Nation	657	2192	2849
Winneway	Long Point First Nation	508	462	970
<b>TOTAL :</b>		<b>4267</b>	<b>4725</b>	<b>8992</b>

## 1.2 Faits saillants

### DÉVELOPPEMENT DU DROIT FAMILIAL AU NUNAVIK



Le Centre a obtenu un effectif d'avocat supplémentaire en juin 2023, mais ce n'est qu'en avril 2024 qu'un avocat est en poste de façon continue. Du 1<sup>er</sup> avril 2024 au 31 mars 2025, cet avocat s'est rendu au Nunavik à 10 occasions pour y rencontrer la clientèle. Cet ajout à notre palette de services est très apprécié des communautés du Nunavik. L'avocat en poste se déplace à Kuujuaq et Puvirnituq pour rencontrer les personnes ayant des besoins de conseil ou de représentation en droit civil, administratif et familial. Le CAVAC, le centre de justice de proximité Makivik, ainsi que le centre de santé réfèrent des clients à nos services régulièrement. De mois en mois, la clientèle pour ce type de services augmente. Nous sommes très fiers de l'élargissement de nos services puisque cela contribue à l'augmentation de l'accès à la justice pour les Inuits.

### PARTENARIAT



Notre vision étant d'améliorer l'accès à notre clientèle ayant des besoins particuliers, nous avons développé des projets avec différents partenaires. Nous avons développé un partenariat avec les Centres d'amitié autochtones qui se trouvent sur notre territoire. Nous y avons donné des conférences d'information juridiques pour la clientèle autochtone.

Nous avons également développé une collaboration avec le centre de santé au Nunavik. Dans le cadre de cette collaboration, des séances d'information juridiques se donnent dans certaines écoles du Nunavik sur la *Loi sur la justice pénale pour adolescents*.



### DÉVELOPPEMENT DU DROIT CARCÉRAL

Nous avons mandaté une avocate de notre centre pour développer la desserte de services en droit carcéral. Une grande proportion de notre clientèle est Inuite ou autochtone. Cette clientèle est surreprésentée en détention. Afin de favoriser leur libération le plus tôt possible, cette avocate accompagne les clients pour la préparation de leurs plans de réhabilitation et les représente lors des audiences couvertes par le régime d'aide juridique. Ce projet ayant pris naissance récemment, nous en verrons les retombées au courant de la prochaine année. Ce domaine de droit n'a jamais été desservi dans le passé par notre centre et nous travaillons à ce que notre clientèle puisse recevoir par les avocats permanents réponse à tout besoin couvert par le régime d'aide juridique à l'exception du droit notarial.

### TRANSFORMATION NUMÉRIQUE



Nous continuons la transformation numérique dans le cadre du projet eMAJ et plusieurs avancées ont été franchies cette année. Ce chantier est central pour notre organisation puisque cette transformation est nécessaire et nous rendra plus efficace comme organisation. Nous avons déployé des outils qui facilitent le travail du personnel et qui rendent le parcours de notre clientèle dans nos services plus fluides. Nous avons travaillé sur le déploiement du bloc-notes afin que tous les dossiers client en arrivent à être totalement virtuels. Le déploiement se fait par bureaux. Nous avons déployé le bloc-notes pour 3 de nos bureaux. Le déploiement se fera dans tous nos bureaux dans les prochains mois.

## FORMATION DU PERSONNEL



Nous bénéficions d'une ressource dédiée à la formation depuis septembre 2024. Nous avons profité de cet ajout pour améliorer la formation dispensée au nouveau personnel. Des formations sur la demande d'aide juridique, sur la gestion des comptes à recevoir (GCR), sur la gestion des sommes dues par la clientèle. Des outils de référence pour le personnel ont été conçus pour améliorer l'intégration du nouveau personnel. Cette ressource donne beaucoup de formation aux employés pour rendre la transformation numérique plus facile à traverser.

## RECONNAISSANCE DU BARREAU DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE ET DU BARREAU DU QUÉBEC

Deux avocates de notre Centre ont reçu le prix reconnaissance du Barreau. M<sup>e</sup> Erika Marier a reçu ce prix destiné aux avocats de plus de 10 ans de Barreau et M<sup>e</sup> Émilie Larose, celui destiné aux membres du jeune Barreau.

M<sup>e</sup> Fanny Wylde a été invitée comme panéliste à la journée du Barreau du Québec du 19 juin 2024. Son rôle fut de discuter en table ronde des enjeux juridiques des communautés autochtones.



## IMPLICATION AUPRÈS DU BARREAU DE L'ABITIBI TÉMISCAMINGUE

Le Barreau de l'Abitibi-Témiscamingue a organisé en mars 2025 un marathon juridique dans les communautés autochtones du Lac-Simon et de First Nation. Trois (3) avocats de notre centre y ont participé en donnant des cliniques d'informations juridiques et des consultations juridiques.

## RELATIONS DE TRAVAIL

Un comité de santé et sécurité est mis sur pieds. Ce comité est composé de représentants du syndicat du personnel de soutien et de celui des avocats. Ce comité travaille à identifier les risques reliés au travail et à discuter des enjeux du travail.

L'employeur et le syndicat du personnel de soutien ont tenu des rencontres du comité de relation de travail sur une base régulière. Un comité sur le télétravail a été mis en place et les travaux se sont soldés par le déploiement d'une politique et d'un protocole de télétravail pour le personnel de soutien.



## 2. LES RÉSULTATS

---

### 2.1 Orientations et objectifs 2024-2025

#### Résultats relatifs aux objectifs 2024-2025

Le Centre s'était donné les objectifs suivants pour l'année 2024-2025 :

Objectif 1 : **Le Centre continuera ses suivis en matière de développement de la justice dans le Nord, que ce soit par le suivi des projets déposés ou par son implication dans les comités en lien avec les problématiques relevées dans la pratique du droit dans le Nord.**

Le centre a élargi la palette de services juridiques dispensés au Nunavik. Des séances d'informations juridiques ont été dispensées au Nunavik. La direction générale a maintenu son implication active dans tous les comités de travail sur la justice au Nunavik

Objectif 2 : **Le Centre a toujours comme objectif de continuer la révision de l'ensemble des politiques internes et de les mettre à jour au besoin.**

Une révision des politiques est amorcée, mais celle-ci s'étendra sur quelques années. Plusieurs nouvelles politiques ont été adoptées.

Objectif 3 : **Le Centre a comme objectif de continuer à instaurer le changement numérique en lien avec le programme eMAJ.**

Le centre déploie tous les nouveaux outils développés pour le réseau d'aide juridique. Le déploiement de la tenue de dossiers numériques est amorcé pour une partie de nos bureaux. Nous avons également déployé l'outil de signature électronique et la plateforme d'échange de documents.

Objectif 4 : **Le Centre a comme objectif de déployer des initiatives pour attirer les jeunes diplômés en droit. Pour ce faire, nous voulons présenter aux étudiants des universités ce qu'est la pratique du droit au CCJAT et plus précisément à la Cour itinérante.**

La directrice générale a participé à la journée carrière de l'Université d'Ottawa et à la journée interfacultaire à Montréal. Notre participation a confirmé le besoin de faire connaître les possibilités de carrière à la cour itinérante qui sont méconnues des étudiants.

## 2.2 Orientations et objectifs 2025-2026

### ENJEU 1 : ACCÈS À LA JUSTICE

#### Orientation : Adapter nos services aux besoins spécifiques de notre clientèle

Objectifs	Indicateurs	Cibles 2025-2026
1.1 Dispenser des séances d'informations juridiques dans les centres d'amitié autochtones ou en communautés autochtones/Inuites.	1.1 Nombre de séances	3 séances
1.2 Se déplacer dans les communautés autochtones et Inuites en marge des termes de cour pour donner un service de proximité.	1.2 Nombre de présences en communauté en marge des termes de cour	6 présences
1.3 Former nos employés sur la culture autochtone.	1.3 Formation donnée par une personne autochtone	1 formation

Notre centre dessert une grande proportion de clients autochtones et Inuites. Ces personnes ont des besoins particuliers et nous voulons répondre à leurs besoins spécifiques.

### ENJEU 2 : CAPITAL HUMAIN

#### Orientation : Favoriser l'attraction et la rétention de talents

Objectifs	Indicateurs	Cibles 2025-2026
2.1 Attirer les nouveaux diplômés, leur faire connaître les possibilités de carrière à la cour itinérante	2.1 Nombre de présences aux activités de recrutement des étudiants en droit	2
2.2 Favoriser l'intégration du nouveau personnel	2.2.1 Nombre de formations offertes en lien avec le volet administratif du travail	2
	2.2.2 Développer un outil de référence pour le personnel	1
2.3 Favoriser le bien-être des employés	2.3 Nombre de rencontres du comité de santé et sécurité	4

La région de l'Abitibi-Témiscamingue fait face à une pénurie de main-d'œuvre importante. Les étudiants en droit provenant de notre région doivent nécessairement déménager dans une autre région pour leurs études. Nous devons faire la promotion de la spécificité de la pratique au CCJAT pour arriver à combler nos besoins avec des candidats de choix et inciter les diplômés originaires de la région à un retour.

Nous devons pallier également avec une pénurie de candidats qualifiés pour combler nos besoins au niveau du personnel de soutien. Nous devons donc favoriser leur intégration pour s'assurer de leur rétention.

L'administration de la demande d'aide juridique et des processus pour atteindre les cibles de revenus autonomes sont propres à notre réseau. Nous devons offrir une base solide à notre personnel avocat et soutien afin de favoriser leur intégration.

Un bon taux de rétention passe nécessairement par le bien-être des employés au travail. Nous allons travailler en comité de santé et sécurité pour identifier les facteurs de risque à la santé pour ensuite y répondre par un plan d'action.

## ENJEU 3 : TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

### Orientation : Avancer dans la transformation numérique

Objectifs	Indicateurs	Cibles 2025-2026
3.1 Compléter la migration des dossiers clients en dossiers totalement virtuels	3.1 Nombre de bureaux migrés vers la tenue de dossiers virtuelle	100% des bureaux

Afin d'accroître l'efficacité de notre organisation, nous devons continuer les efforts afin d'arriver à délaisser les dossiers papiers et d'arriver à ce que tous nos dossiers soient totalement virtuels. Cette transformation favorisera l'accessibilité aux dossiers et à la fluidité du travail.

### 3. ANNEXES

#### 3.1 Données statistiques

DEMANDES TRAITÉES	2024-2025	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	BAIE-JAMES / CHIBOUGAMAU	NUNAVIK INCLUANT SEMEL	2023-2024	ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	BAIE-JAMES / CHIBOUGAMAU	NUNAVIK INCLUANT SEMEL
Traitées	13484	6480 / 48%	2278 / 17%	4726 / 35%	12902	6433 / 50%	1744 / 14%	4725 / 36%
Acceptées	11724	5423 / 46%	2125 / 18%	4176 / 36%	11852	5783 / 49%	1639 / 14%	4430 / 37%
Refusées	983	735 / 75%	95 / 10%	153 / 15%	893	593 / 66%	97 / 11%	203 / 23%
Conditionnelles	8	8 / 100%	0	0	3	1 / 33%	0	2 / 66%
Refus de contribuer	72	35 / 49 %	7 / 10%	30 / 41%	119	53 / 45%	6 / 5%	60 / 50%
Non-statuées	697	279 / 40%	51 / 7%	367 / 53%	36	4 / 11%	2 / 6%	30 / 83%

DEMANDES TRAITÉES PAR DOMAINE DE DROIT	2024-2025	2023-2024
Carcéral	344	283
Civil et administratif	909	944
Criminel	6972	6221
Criminel jeunesse	454	507
Familial	909	862
Homologation	85	80
Immigration	31	11
Notarial	32	22
Protection de la jeunesse	3536	3825
Autres	212	147
<b>TOTAL :</b>	<b>13484</b>	<b>12902</b>



RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES PAR DOMAINE DE DROIT	2024-2025	PERMANENTS	PRATIQUE PRIVÉE	RÉTENTION
<b>CIVIL</b>				
Familial	690	474	216	69%
Civil et administratif	795	642	153	81%
Protection de la jeunesse	3482	1740	1742	50%
Immigration	26	12	14	46%
Homologation	77	73	4	95%
Notarial	19	0	19	0%
<b>TOTAL :</b>	<b>5089</b>	<b>2941</b>	<b>2148</b>	

RÉPARTITION DES DEMANDES ACCEPTÉES PAR DOMAINE DE DROIT	2024-2025	PERMANENTS	PRATIQUE PRIVÉE	RÉTENTION
<b>CRIMINEL</b>				
Criminel	6752	2687	4065	40%
Criminel jeunesse	445	298	147	67%
Carcéral	328	14	314	4%
<b>TOTAL :</b>	<b>7525</b>	<b>2999</b>	<b>4526</b>	

VIOLENCE CONJUGALE ET SEXUELLE	2024-2025
Dossiers référés par le projet Rebâtir	19
Selon la demande d'aide juridique	423
<b>TOTAL :</b>	<b>442</b>



## 3.2 Traitement des plaintes

CCJ	2024-2025
Nombre de plaintes reçues	1
Nombre de plaintes en cours de traitement	0
Nombre de plaintes dont le traitement est terminé	1
Nombre de plaintes relevant d'un autre organisme	0
Nombre de plaintes anonymes ne pouvant faire l'objet d'une décision	0
Nombre de plaintes où il y a eu désistement	0
Nombre de plaintes recevables, mais non fondées	1
Nombre de plaintes par des victimes d'infractions criminelles	0

### 3.3 Protection des renseignements personnels

Types de demandes traitées	2024-2025
1. Accès à des renseignements personnels	0
2. Rectification ou suppression de documents	0
3. Portabilité des données	0
4. Incident de confidentialité reporté	0
5. Incident de confidentialité reporté avec préjudice sérieux	0

### 3.4 Organismes partenaires 2024-2025

Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

Centre amitié autochtone de Val-d'Or

Centre d'entraide et d'amitié autochtone de Senneterre

Centre de justice de proximité de l'Abitibi-Témiscamingue

Centre Normand (Centre de traitement en dépendance)

L'accueil d'Amos (Ressource alternative en santé mentale, itinérante/dépendance)

La clé sur la porte St-Hyacinthe (maison d'hébergement - femme violence conjugale)

CRC Amos (Centre résidentiel communautaire)

Centre de santé Tullatavik

Barreau du Québec section Abitibi-Témiscamingue

Maison l'Alcôve St-Hyacinthe (traitement des dépendances : drogue, alcool, jeu)

Maison Mikana Amos (Ressource d'aide et d'hébergement pour femmes victimes et leurs enfants)

MRAR (Mouvement de la relève Amos-Région)

SATAS (Service d'aide et de traitement en apprentissage social)



